



## A20230139

### Arrêté portant permission de voirie

Le maire de la commune de Saint Dizier Masbaraud,  
Vu le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L 2212-2 et L 2213-1,  
Vu le code de la route,  
Vu le code de la voirie routière,  
Vu la demande de la SARL RST-UNICOM en date du 25 Août 2023 qui souhaite effectuer des travaux dans le cadre du déploiement de la fibre optique, pour le passage de câble fibre optique dans plusieurs chambre Fran Télécom en occupant temporairement le domaine public sur la commune de Saint Dizier Masbaraud.  
Considérant qu'il y a lieu de prendre des mesures dans le but de garantir la sécurité de tous pendant les travaux,

#### ARRETE :

**Article 1 :** Du 28 Août 2023 au 10 Novembre 2023, M. HIOUI SARL RST-UNICOM est autorisé à procéder aux travaux dans le cadre du déploiement de la fibre optique, pour le passage de câble fibre optique dans plusieurs chambre Fran Télécom en occupant temporairement le domaine public sur la commune de Saint Dizier Masbaraud.

**Article 2 :** Les travaux devront être exécutés par une main d'œuvre spécialisée dans les règles de l'art.

**Article 3 :** Toute modification éventuelle de réseaux, gargouilles, poteaux électriques, bouches d'égout, etc. sont à la charge du permissionnaire.

**Article 4 :** Le permissionnaire a la charge de la signalisation de son chantier dans les conditions prévues par l'instruction interministérielle sur la signalisation routière. Il sera en outre responsable de tous les dommages et accidents pouvant résulter des travaux.

**Article 5 :** Le permissionnaire précisera au maire, suffisamment à l'avance, la date à laquelle débiteront les travaux de façon à ce qu'il puisse en suivre l'exécution ou vérifier l'implantation des ouvrages.

**Article 6 :** Aussitôt après l'achèvement des travaux, le permissionnaire sera tenu d'enlever tous les décombres, terres, dépôts de matériaux, gravois, immondices et de réparer immédiatement tous les dommages qu'il aura pu causer à la voie publique et à ses dépendances. La durée des travaux, y compris les éventuelles remises en état, ne devra pas excéder 6 mois.

**Article 7 :** La présente autorisation n'est valable que pour une utilisation dans les huit mois à partir de la date du présent arrêté. Elle sera périmée de plein droit s'il n'en a pas été fait usage avant l'expiration de ce délai. Elle est en outre accordée à titre précaire et pourra être modifiée ou révoquée en tout ou partie, soit en cas d'inexécution des conditions d'autorisation, soit dans les cas où l'administration le jugerait utile pour les besoins de la voirie ou dans un but quelconque d'intérêt public.

Le permissionnaire devrait alors, et sur la notification d'un arrêté de mise en demeure, se conformer aux mesures qui lui seraient prescrites, sans pouvoir prétendre à aucune indemnité.

Envoyé en préfecture le 26/08/2023

Reçu en préfecture le 26/08/2023

Publié le 26/08/2023

ID : 023-200085314-20230826-A20230139-AR



**Article 8** : Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Fait à Saint-Dizier-Masbaraud, le 26 Août 2023

B.O  


